



Commerce du gaz : la Russie enseigne le B-A-BA à l'Europe

Par [M. K. Bhadrakumar](#)

Mondialisation.ca, 12 août 2022

[Oriental review](#) 25 juillet 2022

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Pétrole](#), [Gaz de schiste](#), [Énergie](#)

Analyses: [Crise en Ukraine](#), [Crise en Ukraine](#), [UKRAINE](#)

L'impensable se produit pour la seconde fois en cinq mois : Gazprom, la gigantesque société gazière russe écrit aux entreprises gazières allemandes pour annoncer un cas de force majeur observé depuis le 14 juin, qui l'exonère de verser des pénalités pour les pénuries qui se sont produites depuis cette date.

La première fois que les relations germano-russes s'étaient parées d'effroi et de colère cette année s'était produite le 22 février, lorsque le chancelier Olaf Scholz avait surpris les plus aguerris des observateurs en gelant le processus d'approbation de Nord Stream 2, le gazoduc tout neuf. Ce gazoduc à 11 milliards de dollars passant sous la Mer Baltique aurait doublé le volume de gaz acheminé directement de Russie en Allemagne, mais Scholz avait préféré tout arrêter. C'étaient les jours heureux où Berlin parlait de « vaincre » la Russie.

Scholz avait bloqué Nord Stream 2 en réaction à la décision russe du 21 février de reconnaître deux régions sécessionnistes d'Ukraine comme des républiques indépendantes. Les faucons anti-russes en Allemagne avaient applaudi cette décision. On avait de partout acclamé cette action. Jana Puglierin, la directrice du Conseil européen des relations étrangères à Berlin, avait fait les éloges de Scholz, affirmant qu'il « *faisait monter la barre pour tous les autres pays de l'UE... voici une véritable gouvernance exercée à un moment crucial.* »

Pourtant à Moscou, où l'on comprend parfaitement bien le fonctionnement du marché énergétique allemand, l'action de Scholz avait été comparée à se tirer volontairement une balle dans le pied. Moscou avait réagi par une flambée d'humour sardonique. Dmitry Medvedev, l'ancien président et directeur-adjoint du Conseil de Sécurité de la Russie, avait tweeté : « *Bienvenue dans le meilleur des mondes, où les Européens vont bientôt payer 2000€ les 1000 mètres cubes de gaz !* »

Il faisait allusion à la dure réalité qui était que le gaz constitue le quart du mix énergétique allemand, et que ce gaz provenait pour plus de moitié de Russie. De fait, il était facile de voir que la dépendance allemande sur le gaz ne pouvait que monter, la décision ayant été prise de mettre le nucléaire de côté au lendemain du désastre de Fukushima, en 2011, et l'engagement ayant été souscrit de mettre fin à toute exploitation de charbon pour 2030.

Mais Scholz avait insisté pour que l'Allemagne développe ses capacités solaires et éoliennes « *pour pouvoir produire de l'acier, du ciment et des produits chimiques sans utiliser d'énergies fossiles.* » Sa confiance provenait en réalité du fait que l'Allemagne avait signé

un contrat à long-terme avec la Russie pour acheter à cette dernière du gaz à prix d'ami, livré par le gazoduc Nord Stream 1.

La première indication laissant à penser que quelque chose ne se passait pas bien du tout s'est produite lorsque l'influent quotidien russe *Izvestia* [a écrit, le 11 juillet](#), citant des experts de Moscou, que l'arrêt pour maintenance annuelle du gazoduc Nord Stream 1 risquait de se prolonger en raison du fait que le Canada avait déclaré un blocus sur la turbine qui y avait été envoyée pour réparations, suite à des sanctions contre la Russie.



Le gazoduc Nord Stream, appartenant à Gazprom, à Lubmin, en Allemagne

Le quotidien poursuivait en prévoyant que Gazprom pourrait annoncer un cas de force majeure à cause des sanctions occidentales, après que Siemens a par deux fois manqué à renvoyer les équipements à Gazprom après des réparations réalisées au Canada, chose qui a eu pour conséquence une réduction du volume de gaz prévu de 167 millions de mètres cubes par jour à 67 millions.

Izvestia notait également que la situation allait déboucher sur un pic sur le marché du gaz naturel au-dessus des 2 000 \$ pour 1000 mètres cubes — peut-être « *plus encore — jusque 3500* » — à partir du prix du 8 juillet, déjà établi à 1 800 \$.

Sur la base d'une demande urgente émise par Berlin et d'une recommandation faite à Washington de renoncer à ces sanctions, le Canada a accepté, mais selon *Izvestia*, même après que Siemens aura renvoyé les turbines à Gazprom, « *il va rester une longue période de test de ces turbines pour vérifier qu'elles ont été réparées dans les règles. Personne ne veut installer des turbines qui risquent de dysfonctionner après avoir été réparées dans un pays hostile. Il s'ensuit que la véritable durée nécessaire à remettre en fonctionnement ces*

turbines et de relancer Nord Stream 1 à sa pleine capacité va être de deux à trois mois. »

C'est-à-dire que le gaz ne pourra être acheminé normalement via Nord Stream 1 que pour septembre/octobre au plus tôt. Et malgré tout, il se peut que Gazprom ne puisse pas utiliser plus de 60 % de la capacité de ce gazoduc, car deux autres turbines ont également besoin de révisions.

Les experts ont par conséquent affirmé à Izvestia que les problèmes de pénuries de gaz en Union européenne allaient perdurer pour les prochains hivers, et que les autorités pourraient se retrouver à « *limiter les approvisionnements en eau chaude, baisser les éclairages de rue, fermer les piscines et éteindre les équipements consommateurs d'énergie, et qui plus est, loin d'adopter des énergies vertes, revenir au charbon.*

Le journal Kommersant [a rapporté aujourd'hui](#) que si les événements habituels de force majeure peuvent être les catastrophes naturelles, les incendies, etc., dans le cas de Gazprom, « *nous parlons d'un défaut de fonctionnement d'équipement,* » qui peut donner lieu à contentieux — et, « *la chose décisive sera de voir si les actions menées par Gazprom pour couper les approvisionnements en gaz ont été en proportion de l'échelle véritable des problèmes techniques.* »

D'évidence, Gazprom est bien préparée. Les Allemands soupçonnent que l'alibi servi par Gazprom — les turbines restées bloquées au Canada, etc, est bancal. Et Kommersant prévoit un « *long procès* ». Mais le fait est qu'à long terme, nous serons tous morts.

Mais pour l'Allemagne, la situation est grave : de nombreuses industries vont peut-être devoir fermer et le pays pourrait subir d'importants mouvements sociaux. Les Allemands sont convaincus que Moscou fait recours à l'« *option nucléaire* ». La grande question est de savoir si la solidarité allemande avec l'Ukraine pourra survivre à un hiver froid.

La confiance de Scholz s'appuyait sur l'axiome que la Russie avait désespérément besoin des revenus induits par ses exportations de gaz. Mais aujourd'hui, la Russie gagne plus d'argent avec ces exportations plus faibles en volume qu'auparavant. Sans doute la meilleure stratégie pour la Russie serait-elle à présent de réduire les livraisons sans les bloquer complètement, car même si la Russie ne vend qu'un tiers de gaz qu'elle vendait par le passé, ses revenus n'en sont pas affectés, étant donné que les pénuries de gaz ont fait monter exponentiellement les prix du produit. Il est raisonnable de s'attendre à voir Gazprom agir ainsi.

Poutine a dévoilé une fois par le passé que selon les contrats à long terme, la Russie vendait à l'Allemagne du gaz à des prix ridiculement faibles — 280 \$ pour mille mètres cubes — et que l'Allemagne revendait même du gaz russe à d'autres clients en faisant des bénéfices confortables !

Ce qui fait le plus mal à l'Allemagne est qu'il ne s'agit pas seulement d'avoir froid dans les maisons, mais bien de l'implosion de l'ensemble de son modèle économique, qui dépend totalement des exportations industrielles, grâce aux importations d'énergies fossiles en provenance de Russie. L'industrie allemande est responsable de 36 % de la consommation de gaz du pays.

L'Allemagne s'est comportée de manière peu scrupuleuse sur tous les aspects de la crise ukrainienne. Elle a fait semblant de soutenir Zelensky, mais s'est abstenue d'apporter le

moindre soutien militaire, et a déclenché une querelle peu amène entre Kiev et Berlin. De l'autre côté, lorsque Moscou a introduit le nouveau mode de paiement pour ses exportations de gaz, qui rendait obligatoire l'utilisation du rouble, l'Allemagne a été le premier pays à s'aligner, en comprenant pleinement que ce nouveau régime passait outre les sanctions prononcées par l'UE.

Aussi, Moscou insiste pour que les acheteurs de gaz allemands conservent des comptes en euros et en dollars à la Gazprombank (qui n'est pas sujette aux sanctions de l'UE) et convertissent leurs avoirs en roubles, étant donné que la banque centrale russe est sous le coup des sanctions occidentales et ne peut plus effectuer de transactions sur les marchés d'échanges étrangers !

Les Russes font passer les Européens pour des pitres. De toute évidence, il est impossible de sanctionner un pays qui est assis sur de précieux biens de première nécessité. La Russie est le second exportateur de pétrole au monde, le premier exportateur de gaz, et le plus grand exportateur de blé et d'engrais — sans parler du domaine des métaux de terres rares comme le palladium.

Boeing et Airbus se sont tous les deux plaint des risques encourus par leur chaîne d'approvisionnement. Airbus importe de grandes quantités de titane, dont environ 65 % du minerai provient de Russie. La compagnie [a publiquement demandé](#) à l'UE de ne pas imposer de restrictions sur cette matière première, utilisée pour fabriquer des éléments critiques pour les avions.

Il n'est donc pas surprenant de voir l'UE ralentir le rythme de ses sanctions contre la Russie. Les bureaucrates de Bruxelles ont épuisé leur potentiel de nouvelles sanctions et les élites politiques reconnaissent que les sanctions ont constitué une erreur.

Les conséquences s'en font déjà gravement ressentir au niveau des économies européennes. La hausse des prix de l'énergie alimente l'inflation dans tous les pays de l'UE. Selon les prévisions, l'inflation en France atteindra cette année les 7 % ; en Allemagne, 8.5 à 9 % ; et en Italie, 10 %. Et cela n'est que le début. La plupart des pays vont également subir une forte baisse de PIB l'an prochain — entre 2 et 4 %.

M. K. Bhadrakumar

Article original en anglais : [Russia Teaches Europe ABC Of Gas Trade](#), Oriental Review, le 25 juillet 2022

Traduit par José Martí, relu par Wayan, pour [le Saker Francophone](#)

M. K. Bhadrakumar est un ancien diplomate de nationalité indienne, dont la carrière diplomatique a trois décennies durant été orientée vers les pays de l'ancienne URSS, ainsi que le Pakistan, l'Iran et l'Afghanistan. Il a également travaillé dans des ambassades indiennes plus lointaines, jusqu'en Allemagne ou en Corée du Sud. Il dénonce la polarisation du discours officiel ambiant (en Inde, mais pas uniquement) : « vous êtes soit avec nous, soit contre nous »

Articles Par : [M. K. Bhadrakumar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca